

## Déclaration du SNES et du SNEP-FSU pour le CTSD du 16 avril 2020

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD, le 13 avril dernier, nous avons été surpris d'apprendre, lors de l'allocution présidentielle, que la reprise des cours pourrait se faire le 11 mai, en même temps que le déconfinement. Quand l'Italie et l'Espagne, durement touchés en termes de pertes humaines par le Covid19 prévoient une reprise de l'école qu'à la rentrée de septembre, nous nous questionnons sur ce que seront les conditions de reprise, dans à peine un mois.

Il va de soi, que, comme le président l'a dit, « la situation actuelle creuse des inégalités », et que pour bon nombres de nos élèves, le confinement est un désastre humain et probablement intellectuel. Nous apprécions particulièrement l'aveu qui a été fait que l'école de la République devrait pouvoir permettre de réduire les inégalités sociales. La réalité, on le sait, faute de moyens suffisants, est tout à fait contraire, et la FSU le dénonce depuis de nombreuses années. C'est la société toute entière qui est inégalitaire, et les familles les plus touchées par le confinement (manque d'espace de vie, manque de nourriture, manque de soin, manque de moyen de communication, manque d'accès à une ouverture culturelle...) sont les mêmes familles qui souffrent de la misère sociale habituellement. Mais là, cela devient donc soudainement problématique pour ceux qui nous gouvernent ?

Nous ne pouvons y voir qu'une manœuvre hypocrite de la part de nos dirigeants pour permettre aux entreprises de se remettre à produire, en remettant au travail leur main d'œuvre la plus précaire, en utilisant, une fois de plus, l'école de la République comme une garderie. Et le président ne s'en est même pas caché de vouloir « permettre au plus grand nombre de retourner travailler ».

Nous espérons nous tromper, mais nous craignons fortement que les élèves qui reprendront le chemin de l'école en mai, soient d'abord les plus jeunes, qui ne peuvent pas se garder tout seul pendant que leurs parents travaillent, et également les enfants des milieux les plus défavorisés au niveau de l'emploi, et qui n'auront pas d'autre choix que de reprendre le travail, par manque d'argent (ouvriers, salariés précaires, intérimaires...). Après l'inégalité face au confinement, ces familles vont donc être les victimes de l'inégalité face au déconfinement. En effet, s'il s'avère que la reprise de l'école devienne un vecteur de contamination immaîtrisable, ce que nous ne pouvons pas prévoir à l'heure actuelle, les familles les plus touchées seront à nouveau celles qui le sont déjà par les inégalités sociales.

La FSU demande des garanties, pour les élèves qui vont reprendre le chemin de l'école et leur famille et pour les personnels. Etant donné qu'il a été clairement dit que je cite : « le 11 mai, nous serons en capacité de tester toute personne présentant des symptômes » seulement, étant donné qu'il a été dit également que les enfants ont de grandes chances d'être asymptomatiques et étant donné que pour au moins les plus jeunes d'autre eux, les gestes barrières restent une notion abstraite voire quasiment inapplicable, peut-on au moins espérer être dotés de masques, savons, gants, gel en nombre suffisant par jour de classe ? Peut-on espérer reprendre à moins de 15 élèves dans une salle de cours, et non en surnombre comme à l'habitude ? Peut-on espérer un gonflement des équipes de techniciens de surface pour permettre la désinfection des locaux plusieurs fois par jour ?

Dans notre département rural, où la majorité des élèves mangent à la cantine et prennent les transports scolaires, quelles mesures vont être prises par les conseils départementaux et régionaux pour assurer la sécurité sanitaire ? Les internats vont-ils rouvrir dans les lycées ? Dans quelles conditions ?

En ce qui concerne la rentrée de septembre, et pour rappel de ce qui a été dit lors du CTSD du 9 avril 2020, quelles mesures vont être prises pour éviter aux 3322 collégiens indriens de se retrouver dans des classes à plus de 26, qui ne permettront aucune distanciation sociale ? La dotation, vu le contexte actuel, ne peut pas rester en l'état, ce serait irresponsable voire dangereux pour les élèves, leur famille et les adultes travaillant dans les établissements scolaires.

L'état (et le Medef aussi visiblement...) a besoin de l'école pour fonctionner, nous espérons qu'il saura s'en souvenir. La FSU souhaite des réponses concrètes et dans les meilleurs délais sur les conditions de reprise en mai, mais également sur les mesures nouvelles qui, nous n'en doutons pas vont être prises pour assurer la rentrée 2020 dans des conditions sanitaires optimales.

Nous vous remercions, mesdames et messieurs les membres du CTSD pour votre attention.